

print

Cinquante ans depuis l'assassinat du président américain John Fitzgerald Kennedy

De [David North](#)

Global Research, novembre 28, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/cinquante-ans-depuis-lassassinat-du-president-americain-john-fitzgerald-kennedy/5359726>

Il y a cinquante ans, le 22 novembre 1963, John Fitzgerald Kennedy, le 35^e président des États-Unis, était assassiné au moment où son convoi présidentiel traversait Dealey Plaza à Dallas, au Texas. Contrairement aux innombrables expressions stéréotypées sur l'histoire des États-Unis, il est effectivement vrai que tous ceux, assez âgés pour en être politiquement conscients, qui ont entendu la nouvelle que «le convoi du président a été atteint de trois coups de feu à Dallas», alors transmise à travers les États-Unis et internationalement, n'oublieront jamais ce moment. Même un demi-siècle plus tard, les événements traumatisants de ce vendredi après-midi et des jours suivants sont toujours bien vivants dans l'esprit de millions de personnes.

La première question qui vient en tête lors de cet anniversaire est pourquoi la mort de John F. Kennedy continue-t-elle de hanter la conscience de la population américaine même après cinquante ans. Il n'était pas le premier, mais bien le quatrième président américain à être assassiné. Évidemment, le meurtre d'Abraham Lincoln en avril 1865 vit toujours dans la conscience nationale en tant que l'un des événements les plus tragiques et traumatisants de l'histoire des États-Unis. Mais cela n'est pas difficile à comprendre. Lincoln était, après tout, le plus grand président des États-Unis: un personnage, à juste titre, adoré de l'histoire mondiale pour avoir mené les États-Unis dans une guerre civile pour mettre un terme à l'esclavage. La place qu'occupe Lincoln dans l'histoire du pays est unique et son assassinat demeure un événement central dans la mémoire collective des États-Unis.

Les deux présidents qui ont par la suite été victimes d'assassinat (James Garfield en 1881 et William McKinley en 1901) ont été pleurés à l'époque et rapidement oubliés. Pourquoi alors le meurtre de Kennedy ne s'est-il pas effacé de la conscience nationale? Une explication évidente est que sa mort est survenue à l'ère de la télévision. L'assassinat lui-même fut saisi sur pellicule; le meurtre du présumé assassin, Lee Harvey Oswald, fut retransmis en direct sur la chaîne nationale; et les funérailles du président furent regardées par presque le pays tout entier. Ces images enregistrées donnent un caractère immédiat, presque intemporel, aux événements de novembre 1963.

Il y a cependant des raisons plus importantes qui expliquent la persistance de la mort de Kennedy dans la conscience politique. Parmi celles-là, la plus évidente est que la très grande majorité de la population américaine n'a jamais accepté la version officielle de l'assassinat telle que présentée dans le rapport Warren: que le président avait été tué par un tireur isolé, Lee Harvey Oswald, qui ne faisait pas partie d'un complot politique plus vaste.

Malgré tous les efforts des médias visant à discréditer ceux qui rejetaient les conclusions du rapport Warren en les qualifiant «d'adeptes de la théorie du complot», la population américaine a rendu son verdict sur le sujet. Ce rapport est vu (et c'est

ainsi depuis sa publication en 1964), comme une dissimulation politique. Et cela est certainement le cas. Le rapport avait été commandé par le président Lyndon Johnson (qui avait dit à ses confidents politiques qu'il croyait que Kennedy était victime d'un complot) par rassurer une population qui avait toutes les raisons d'être suspicieuse.

La composition même de la Commission Warren empêchait toute enquête sérieuse de l'assassinat. Parmi ses participants se trouvaient de grands protecteurs des secrets d'État tels que l'ancien directeur de la CIA Allen Dulles (qui avait été congédié par Kennedy à la suite du fiasco de la baie des Cochons), et John J. McCloy, un vieil ami de Dulles qui était l'un des plus puissants et influents au sein des «vieux sages», ceux qui étaient responsables de la politique étrangère des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale. McCloy joua un rôle crucial pour convaincre les membres de la Commission Warren qui doutaient de la théorie du tireur isolé de garder pour eux leur avis divergent et de se ranger à l'unanimité derrière le verdict que Lee Harvey Oswald avait agi seul dans l'assassinat du président.

L'un des membres de la Commission, le congressiste Hale Boggs, qui allait devenir chef de la majorité à la Chambre, a admis par la suite qu'il avait des réserves sur la fameuse théorie de la «balle unique» (selon laquelle le même projectile aurait traversé Kennedy et le gouverneur du Texas John Connally). Boggs fut tué en octobre 1972 lorsque son avion privé s'écrasa apparemment en Alaska. Ni son corps, ni l'avion ne furent retrouvés.

Les défenseurs de la Commission Warren emploient depuis des décennies l'expression «théorie du complot» pour discréditer tous les arguments et les faits qui viendraient indiquer une *cause politique* pour le meurtre d'un président américain. Plutôt, l'assassinat devait être vu comme un geste insensé qui n'avait rien à voir avec l'état de la société et de la politique aux États-Unis. En aucun cas l'assassinat du président ne pouvait être vu comme le résultat sanglant d'un conflit et d'une crise au sein du gouvernement, l'expression de quelque chose d'extrêmement sombre et corrompu dans l'État américain. C'est ce qui explique la dissimulation officielle.

Nombreux sont les sombres secrets que cachent les États-Unis. Peut-être bien que la population américaine ne saura jamais qui a tué Kennedy. Mais les causes plus profondes de sa mort peuvent être expliquées. L'assassinat de Kennedy plaçait soudainement, dans un instant horrible, les Américains devant les conséquences imprévues et explosives de l'interaction entre les contradictions sociales internes des États-Unis et le rôle réactionnaire et sinistre du pays en tant que première puissance impérialiste mondiale dans l'après-guerre.

John F. Kennedy est entré à la Maison-Blanche en janvier 1961. Seulement 16 ans s'étaient écoulés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En août 1945, l'administration Truman, en prévision de la lutte à venir avec l'Union soviétique, avait pris sans pitié la décision de larguer la bombe atomique sur deux villes japonaises, Hiroshima et Nagasaki, pour faire la démonstration de la toute-puissance et du caractère impitoyable des États-Unis. La bombe atomique servait des buts politiques plutôt que militaires.

Comme devait l'écrire plus tard l'historien américain Gabriel Jackson: «Dans les circonstances précises d'août 1945, l'usage de la bombe atomique venait montrer qu'un dirigeant dans un état psychologique tout à fait normal et démocratiquement élu pouvait utiliser l'arme de la même façon que le dictateur nazi aurait pu le faire. Ainsi, pour ceux qui tenaient à établir des distinctions morales entre la conduite de différents types de gouvernements, les États-Unis venaient brouiller la différence entre le

fascisme et la démocratie.» [*Civilization and Barbarity in 20th-Century Europe* (New York: Humanity Books, 1999), pp. 176-77]

Les États-Unis ont émergé de la guerre en tant que première puissance capitaliste mondiale. La Grande-Bretagne avait été ruinée par la guerre et poursuivait inexorablement sa longue et humiliante chute, laissant loin derrière son passé impérialiste glorieux. La tentative de la bourgeoisie française de s'accrocher à son empire la conduisait tout droit à la catastrophe (d'abord au Vietnam et, plus tard, en Algérie). La classe dirigeante américaine pensait alors que son heure de gloire était venue. Elle croyait que sa puissance industrielle en apparence illimitée, le rôle hégémonique du dollar dans le nouveau système monétaire international et l'exclusivité de la bombe atomique allaient assurer sa domination mondiale pour des décennies à venir. Dans sa confiance arrogante, elle a même baptisé les années 1900 en son nom: le «Siècle américain».

Mais au moment de l'investiture de Kennedy, la trajectoire de l'histoire d'après-guerre avait déjà miné les illusions et la confiance de l'élite dirigeante des États-Unis. La vague de révolutions anti-impérialistes avait gonflé avec constance au cours des 15 années précédentes. La révolution chinoise avait balayé du pouvoir le régime pro-impérialiste de Chiang Kai-Chek. Les rêves que caressaient le général MacArthur et d'autres extrémistes au Pentagone et dans l'établissement politique que les États-Unis pouvaient militairement «démanteler» le gouvernement chinois, et même le gouvernement soviétique, se sont écroulés avec la catastrophe de la guerre de Corée. Mais l'orientation vers l'«endiguement» plutôt que le «démantèlement» n'altérait pas fondamentalement la trajectoire contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain.

Au lieu d'une confrontation militaire ouverte avec l'URSS et la Chine, la stratégie anticommuniste d'«endiguement» américaine consistait en la poursuite d'innombrables opérations antidémocratiques de répression et de contre-insurrection visant à maintenir au pouvoir des régimes fantoches des États-Unis haïs des masses. N'importe quel régime étranger qui était vu par les États-Unis comme un défenseur de sentiments anti-impérialistes et socialistes pouvait alors devenir la cible d'opérations de déstabilisation et ses dirigeants pouvaient alors être assassinés.

Mise sur pied par l'administration Truman en 1947, la CIA (Central Intelligence Agency) s'est vraiment développée sous Eisenhower dans les années 1950: la décennie des coups d'État parrainés par les États-Unis (notamment au Guatemala et en Iran) et des innombrables complots fomentés à l'endroit des régimes qui étaient perçus comme une menace aux intérêts mondiaux des États-Unis. Ce qui allait devenir l'«État pour la sécurité nationale» (une alliance des puissants intérêts des grandes sociétés, d'un vaste établissement militaire et d'un réseau d'agences de renseignement hautement secrètes) prit des proportions telles qu'il devenait impossible de maintenir les formes démocratiques traditionnelles aux États-Unis. Quelques jours seulement avant de quitter la présidence, Eisenhower, peut-être effrayé par la taille du monstre qu'il avait contribué à créer, prononça un «discours d'adieu» télévisé dans lequel il mit en garde la population américaine contre la croissance du «complexe militaro-industriel» et le grave danger qu'elle posait à la survie de la démocratie aux États-Unis.

Dans son discours d'investiture, le 20 janvier 1961, Kennedy tenta d'adopter un ton de profonde détermination. Dans le passage le plus grandiloquent, il déclara que «le flambeau a été passé à une nouvelle génération d'Américains» qui seraient prêts à «payer n'importe quel prix, supporter n'importe quel fardeau, surmonter n'importe

quelle épreuve, soutenir n'importe quel ami et combattre n'importe quel ennemi» pour défendre les intérêts mondiaux des États-Unis. Toute cette grande rhétorique de Kennedy exprimait en fait les défis auxquels l'élite dirigeante était confrontée. Dans un passage plus direct, il affirma que si les États-Unis ne peuvent aider «la multitude de personnes vivant dans la pauvreté, ils ne peuvent pas sauver la minorité de personnes plus aisées».

Le discours de Kennedy était une tentative par la rhétorique de réconcilier la posture démocratique des États-Unis (qui était déjà largement discréditée aux yeux du monde par la répression exercée durant l'ère McCarthy et le refus brutal d'accorder les droits civiques fondamentaux aux Afro-Américains) avec les impératifs de l'impérialisme américain. Ce travail de rhétorique devint le visage *public* de l'administration Kennedy.

Mais sous les apparences, une sombre réalité dominait. Moins de trois mois après son investiture, Kennedy donna son accord au déclenchement d'une invasion contre-révolutionnaire de Cuba, par une armée anti-Castro qui avait été créée par la CIA. On avait garanti au nouveau président que les envahisseurs allaient être accueillis en libérateurs à leur arrivée à Cuba. La CIA savait bien qu'aucun soulèvement de ce genre ne se préparait, mais avait présumé que Kennedy se sentirait obligé, une fois l'invasion en cours, de déployer les forces américaines pour empêcher la défaite de l'opération parrainée par les États-Unis. Cependant, craignant une réplique soviétique à Berlin, Kennedy refusa d'intervenir pour soutenir les mercenaires anti-Castro. L'invasion fut défaite en moins de 72 heures et plus de 1000 mercenaires furent faits prisonniers. La CIA n'a jamais pardonné cette «trahison» à Kennedy.

Bien qu'il soit probable que Kennedy a été échaudé par le désastre de la baie des Cochons (sa colère envers les fausses garanties que lui avaient données la CIA et l'armée des États-Unis n'était pas un secret), la défaite d'avril 1961 était loin de mettre un terme aux opérations de contre-insurrection de Kennedy. Sa fascination (et celle de son frère Robert) pour les complots d'assassinat, surtout contre Castro, a été abondamment documentée. Finalement, ces complots nécessitaient le recrutement de bandits de la mafia, ce qui a entraîné l'administration Kennedy dans des relations autodestructrices avec le monde interlope.

Aux États-Unis, les tensions sociales qui devaient exploser plus tard au cours des années 1960 étaient déjà visibles durant l'administration Kennedy. Les Afro-Américains qui étaient déterminés à faire respecter leurs droits civiques ont dû affronter la violente réplique de gouvernements d'État qui transgressaient le jugement de la Cour suprême de 1954 dans l'affaire *Brown v. Board of Education*. De plus, malgré l'incessante propagande anticomuniste de l'État et des médias, à laquelle contribuaient avec enthousiasme les bureaucraties syndicales, la classe ouvrière continuait d'exiger d'importantes améliorations dans ses conditions de vie et ses avantages sociaux. Kennedy, qui se présentait comme un représentant de la tradition réformiste du *New Deal*, défendait un programme législatif qui mena, après son assassinat, à la promulgation de l'assurance maladie pour personnes âgées (*Medicare*).

Dans la dernière année de sa présidence, les divisions au sein de la classe dirigeante sur les questions fondamentales de politique internationale s'approfondirent. L'état-major s'opposa à la décision de Kennedy de ne pas envahir Cuba durant la crise des missiles d'octobre 1962. Après la résolution de cette crise aiguë, qui fut bien près de plonger les États-Unis et l'URSS dans une guerre nucléaire, Kennedy fit ratifier le traité d'interdiction des essais nucléaires.

Ces mesures n'indiquaient pas que Kennedy venait d'abandonner le programme de la

guerre froide. En fait, l'intensification de la crise au Vietnam occupa les trois derniers mois de sa présidence. Bien qu'il soit impossible d'établir quelle stratégie Kennedy aurait adoptée pour le Vietnam s'il avait vécu, le déroulement des événements n'indique pas qu'il aurait été en faveur d'un retrait des forces américaines. Kennedy autorisa le renversement du président Diem du Sud-Vietnam, ce qui conduisit à l'assassinat de ce dernier le 1^{er} novembre 1963. L'objectif de ce coup d'État était de mettre en place un nouveau régime anticommuniste qui mènerait la guerre plus efficacement que Diem contre le Front national de libération. Trois semaines plus tard, Kennedy était assassiné à Dallas.

L'assassinat du président Kennedy marqua un tournant brusque et fondamental dans l'histoire moderne des États-Unis. En 1913, soit un demi-siècle *avant* la mort de Kennedy, Woodrow Wilson était devenu le 28^e président des États-Unis. Ce fut durant son administration que les États-Unis, en 1917, firent leur entrée dans la Première Guerre mondiale, promettant qu'ils allaient «rendre le monde plus sûr pour la démocratie». Ce fut sous la bannière hypocrite de Wilson pour la démocratie mondiale que les États-Unis, pour la première fois, devinrent la principale puissance impérialiste. Cette position fut consolidée durant la présidence de Franklin D. Roosevelt (1933-45), qui tenta de préserver une base populaire pour le capitalisme aux États-Unis à l'aide des réformes sociales du *New Deal*. Ces réformes permirent à l'administration Roosevelt de présenter son intervention dans la Deuxième Guerre mondiale comme une lutte de la démocratie contre le fascisme.

L'administration Kennedy représentait la fin de cette époque. Il faut noter que cette administration était arrivée au pouvoir au moment précis où des économistes commençaient à remarquer les premiers véritables signes de l'érosion dans la position mondiale du capitalisme américain. Après les ravages de la Deuxième Guerre mondiale, la reconstruction du capitalisme, d'abord en Europe et ensuite au Japon, remettait en question la suprématie économique des États-Unis. Huit ans seulement après l'assassinat de Kennedy, les profonds changements qui survenaient dans la balance internationale du commerce et des paiements provoquèrent l'effondrement du système de Bretton Woods de convertibilité dollar-or. Les États-Unis venaient définitivement d'entrer dans une longue période de déclin.

John F. Kennedy fut le dernier président à pouvoir associer son administration, dans l'esprit du public, aux traditions démocratiques des États-Unis. Mais les fondements politiques et moraux de sa présidence étaient déjà considérablement érodés par l'évolution de l'impérialisme américain. Les idéaux et aspirations démocratiques de la vaste majorité de la population avaient beau être sincères, les États-Unis étaient entrés dans la Deuxième Guerre mondiale pour défendre les intérêts mondiaux du capitalisme américain. Dans les années qui suivirent la guerre, les politiques américaines ont acquis un caractère encore plus criminel. Le gouffre séparant la rhétorique pour la démocratie de la dure réalité des politiques américaines devenait impossible à masquer, tant internationalement qu'aux États-Unis.

David North

Article original, [WSWS](#), paru le 22 novembre 2013

Copyright © 2013 Global Research